

Sans-papiers, défendons nos droits de travailleurs !

mardi 22 janvier 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 12 janvier 2008).

Coup sur coup deux circulaires (les 20 décembre 2007 et 7 janvier 2008) sont venues préciser les conditions dans lesquelles le gouvernement entend développer ce qu'il nomme « l'immigration de travail », et éventuellement donner un droit au séjour aux sans-papiers.

Dans la 1^{re} circulaire, on trouve des listes de métiers connaissant des difficultés de recrutement ouverts aux nouveaux Européens et, pour quelques uns d'entre eux seulement, aux ressortissants d'Etats tiers (Afrique, Asie, etc.). Dans la 2^e circulaire, est explicitée la procédure, dont une possibilité d'admission exceptionnelle au séjour sur la base d'un emploi dans n'importe quel métier « en tension ».

Le gouvernement annonce clairement la couleur : il veut favoriser une régularisation portée par le patronat selon le bon vouloir des employeurs, et sous le régime de la précarité.

Les syndicats n'acceptent pas ce déni de droits de travailleurs.

Au sein du collectif Uni(e)s contre une immigration jetable (UCIJ),

la CGT,

la FSU,

l'Union Syndicale Solidaires

la CNT Construction et CNT Nettoyage (RP),

ainsi que la CGT SETE (Inspection du Travail, des Transports et de l'Agriculture),

le SNU TEFI (Travail-Emploi-Formation-Insertion) et Sud Travail,

aux côtés de collectifs de sans-papiers, et d'organisations et associations qui traditionnellement militent en faveur de la régularisation de tous les sans-papiers,

lancent une grande campagne intitulée « sans-papiers... et travailleurs ! »

Ce groupe de travail s'est donné comme objectif de populariser la cause des sans papiers parmi les salariés et les syndiqués et d'inciter les sans-papiers à se tourner vers les syndicats.

Ensemble, dans ce groupe de travail au sein de l'UCIJ, il a réalisé et signé un 4 pages intitulé « Sans-papiers, défendons nos droits de travailleurs ! » document d'information sur les droits des sans-papiers comme travailleurs